

Opération Maliko : Le CEM-AT sur le terrain pour galvaniser la troupe pour galvaniser la troupe

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

LUNDI 16 NOVEMBRE 2020

729

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Mort d'ATT Les fidèles... et les traîtres



Polémique autour du Conseil National de Transition : Les solutions de rechange de Aliou Boubacar Diallo



Point de presse : Le M5-RFP appelle à la résistance

HOMMAGE AU PRESIDENT
AMADOU TOUMANI TOURE
ATT



REPOSE EN PAIX

L'ensemble de la rédaction de Malikilé, a appris avec tristesse,
le décès de ce grand homme du pays, le président Amadou Toumani TOURE.

Nos condoléances les plus attristées à sa famille et au peuple
malien tout entier en ces heures sombres

Que le bon Dieu l'accueille au Paradis

Une	Mort d'ATT : Les fidèles... et les traîtres4	P.4
Brèves	Mali : Un accident de voitures fait 9 morts et 10 blessés près de Bamako	P.10
	Côte d'Ivoire : Un scénario de remise du passeport de Laurent Gbagbo existe bel et bien	P.10
	Tournée sous régionale du président Bah N'Daw : Avec son homologue du Sénégal, Macky Sall en tête à tête à Dakar	P.10
	Rwanda : L'ex-patron de Crédit Suisse Tidjane Thiam recruté pour développer l'attractivité du pays	P.11
	Commerce : Pékin se renforce avec la signature d'un vaste accord de libre-échange	P.11
	Centre d'Instruction de Markala : Des jeunes soldats prêts à servir la nation	P.12
Actualité	Fondation Friedrich Ebert Stiftung : 50 ans de soutien au peuple malien !	P.14
	Au Sahel : Un programme qui veut accélérer l'émergence de jeunes entrepreneurs	P.15
	Lutte contre le terrorisme dans le Sahel : La mort du jihadiste Bah Ag Moussa "creuse un fossé entre la France et le Mali"	P.16
	Opération Maliko : Le CEM-AT sur le terrain pour galvaniser la troupe	P.17
Politique	Polémique autour du Conseil National de Transition : Les solutions de rechange de Aliou Boubacar Diallo	P.19
	Point de presse : Le M5-RFP appelle à la résistance	P.20
Culture & société	Fanta la mytho : « Beaucoup de femmes veulent faire de l'humour »	P.22
International	Visite surprise du ministre Taran aux opposants à la DPJ : Signe d'une décrispation en vue en Guinée ?	P.23
	Situation en Côte d'Ivoire : Paris s'en mêle	
Sport	Football : En vrai expert FIFA, Magassouba explique la pression des Namubiens !	P.25



Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations** (AMPI)

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)

Email : ampikile@gmail.com / malikile@gmail.com

Site Web : www.malikile.com

Contacts : +223 70 44 22 23

- **Redacteur en Chef** : Amadou TALL
- **Rédaction Générale** : Karamoko B. Keïta, Demba SIDIBE (Stagiaire), Moctar Sow, Diala Teny Konaté, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo
- **Gérant** : Moctar Sow
- **Service Commercial** : Youssouf Diarra
- **Secrétariat** : AZIA Bénédicte



Mort d'ATT : Les fidèles... et les traîtres

Destin fabuleux que celui de cet homme, militaire de son état, que les Maliens ont découvert un soir de 26 mars 1991, quand il a déposé le général Moussa Traoré et mis fin à 23 années de dictature sanglante. Après une Transition de 14 mois, Amadou Toumani Touré, ATT, a remis le pouvoir à Alpha Oumar Konaré, premier Président démocratiquement élu du Mali moderne. C'était en juin 1992. Dix ans après, en 2002, il se fait élire à la présidence de la République du Mali, après avoir renoncé à ses galons de général, grâce à la bienveillance de son prédécesseur. Pendant dix ans, ou presque, Amadou Toumani Touré, populiste à souhait, saura marquer l'esprit des millions de Maliens en démystifiant le pouvoir, un peu trop diront les puristes. Pour la majorité des Maliens, ATT reste le meilleur Président que le Mali ait connu depuis son accession à l'indépendance, le 22 Septembre 1960. Aimé des uns et adulé par les autres, l'ancien général des Forces armées maliennes connaîtra, le 26 mars 2012, la plus grande de ses désillusions quand, excepté une poignée

d'hommes et de femmes, il fut lâché, abandonné à son humiliant sort de Président exilé à Dakar, au Sénégal.

Au Mali, on ne critique pas les morts. Chez nous, tous les morts sont beaux et parmi les plus gentils du monde. Ainsi, depuis l'annonce de la mort d'Amadou Touré, fils de Toumani, les Maliens n'ont pas tari d'éloges plus dithyrambiques les uns que les autres à l'endroit de celui qu'on a surnommé affectueusement ATT. ATT doit son immense popularité à sa participation au coup d'État de Mars 1991 qui a mis fin au régime dictatorial de Moussa Traoré qui, 23 ans durant, a terrorisé les Maliens. A cette époque, les Maliens se méfiaient des militaires même quand ATT avait déclaré qu'il remettrait le pouvoir aux civils, au Président que ses compatriotes choisiraient à l'issue de la période transitoire de 14 mois. Mais ATT finira par susciter l'espoir et la confiance des Maliens par sa propension à banaliser ses relations avec les populations. Lorsqu'en juin 2012 il remit le pouvoir à Alpha Oumar Konaré, le fils de Toumani Touré venait de faire un deal

avec les Maliens.

Ainsi, lorsqu'en 2012 il se porte candidat à la présidence de la République, ATT, sans parti politique et en candidat indépendant, sera plébiscité par ses compatriotes, avec la bénédiction d'Alpha Oumar Konaré qui avait fait le ménage en affaiblissant les potentiels candidats de son propre parti politique qu'étaient Ibrahim Boubacar Kéïta, IBK, et un certain Soumaïla Cissé. Bénéficiant de sa popularité qui était demeurée intacte, ATT remplira en 2007 pour un deuxième mandat au cours d'une élection où des soupçons de fraudes massives sur fond de corruption auront émaillé le scrutin. Malin comme sait l'être un Peul, ATT, qui a découvert la vénalité d'une grande partie de la classe politique malienne, a inventé le consensus politique. Ainsi, les partis politiques de tous bords, ou presque, vont de fait former une majorité présidentielle autour d'un Président sans parti, même si certains des hommes du Président ont cru bon de créer un parti qui se réclame de lui. ATT se plaisait dans sa posture de Président de tous les Maliens qui le

lui rendaient bien car ceux-ci n'avaient aucune confiance dans les hommes politiques taxés à tort ou à raison d'être pleins de fourberie et de malice.

Il aura suffi de quelques grandes réalisations en infrastructures routières, hospitalières et autres pour asseoir la réputation de « soldat bâtisseur » qui accompagnera ATT sa vie durant. Comme il fallait s'y attendre, il n'en fallait pas plus pour que pullulent autour du fils de Toumani Touré de faux amis uniquement désireux de profiter des largesses de l'homme pour glaner quelques postes de responsabilités à défaut d'entrer au Gouvernement. On a vu alors des partis politiques rivaliser d'attention en faveur d'ATT qui était magnifié à chaque discours, à l'occasion de chaque prise de parole. Même si ATT, malin à souhait, laissait faire, il n'était pas dupe de la fausseté de certains de ses courtisans et encenseurs. Pourtant, il sera désagréablement surpris quand le 22 mars 2012, une bande de militaires sans grade attende à sa vie à la suite d'une mutinerie qui se terminera par un coup d'État qui précipitera la chute du régime et du Mali.

Lâché de toutes parts, ATT recevra le coup de grâce de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) qui l'enverra en exil à Dakar sans qu'aucune voix malienne ne s'élève contre cette décision inique et humiliante. Cinq ans durant, ATT, avec les siens, ruminera sa douleur à Dakar, loin de sa patrie et pourtant si près. Le jour de son départ forcé de Bamako, seuls quelques inconditionnels parmi ses proches étaient venus à l'Aéroport International Président Modibo Kéita de



Bamako-Sénou pour le saluer. C'était la parfaite illustration de la fameuse chanson d'Alpha Blondy, Politiki, même s'il n'y a pas eu d'engouement populaire en faveur des putschistes conduits par un certain capitaine Amadou Aya Sanogo.

A Dakar, les inconditionnels d'ATT, une poignée d'hommes, viendront le voir à sa résidence, dans son exil sans doute insupportable. Mais l'immense majorité des politiciens qui ont bénéficié des largesses du consensus politique l'ont abandonné à son triste sort. Après avoir tourné la page ATT, ceux-ci se projetaient vers les prochaines échéances électorales, après la Transition. Certes le Peuple du Mali réservera un accueil triomphal à ATT à son retour d'exil en décembre 2017. Mais le mal était fait. ATT avait, pendant cinq ans, souffert sans doute de la duplicité des hommes quelquefois parmi ses plus proches. Ce sont ces hommes, sans foi ni loi qu'on a vus verser des larmes

de crocodile devant les caméras de la Télévision nationale du Mali et loué dans un langage des plus fausement contrits la grandeur d'ATT après sa mort le 10 novembre 2020, à Istanbul, en Turquie.

Ainsi ATT aura vécu moins d'un an après son retour définitif au pays en 2019. Le cœur du Président le plus populaire du Mali a-t-il lâché face à tant d'infamie de la part de personnes qui l'ont encensé des années durant ? Un pan de cette infamie a été levé par un responsable de parti politique qui a déclaré sur une radio internationale qu'il a été commanditaire du coup d'État fomenté en mars 2012 contre ATT alors que le père Toumani Touré lui aurait confié son fils. Sans le savoir, ce politicien, qui a bénéficié des largesses d'ATT en termes d'argent, vient de montrer qu'il est le plus méprisable de ceux qui ont côtoyé ATT et qui sont, peut-être, responsables de sa mort prématurée. En tout cas celui que certains ont surnommé le « soldat de la démocratie » est mort désabusé de la politique malienne. Ses faux amis, ceux qui lui ont planté un couteau dans le cœur, viendront demain mardi pleurer de nouveau sur son cercueil, débiteront des inepties à la télévision nationale sans aucune honte. Les hommages qui seront rendus au fils de Toumani Touré consacreront les funérailles nationales qu'il mérite totalement. Lorsqu'il sera porté ensuite en terre, cette terre malienne qu'il aura tant aimée, ATT retrouvera enfin la paix et la sérénité qui lui auront manqué ces huit dernières années quand il a été sevré de l'Amour des siens et de sa terre natale.

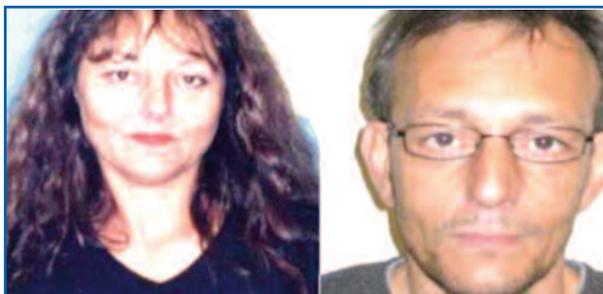


■ Diala Thiény Konaté

Les Amis de Ghislaine Dupont et Claude Verlon

Ne rien lâcher !

Les porte paroles de l'association font le point sur le dossier, sept ans après le double assassinat, et rappellent l'insupportable : des tueurs et des commanditaires sont connus, libres et parfois en cours de réhabilitation !



RFI Afrique

Deux élus du Conseil d'État de Tripoli et de l'ancienne Assemblée constituante se sont fait les porte-parole à Tunis d'une opposition au projet du Forum du dialogue politique libyen, soutenu par l'ONU, d'organiser des élections le 24 décembre 2021 sans une Constitution au préalable.



En République démocratique du Congo, les tensions au sein de la coalition au pouvoir se ressentent à tous les niveaux. À l'occasion du début de l'examen de la reddition des comptes, préparés par les services du ministre des Finances issu de la coalition pro-Kabila, des députés ont pointé les dépassements budgétaires de la présidence.



La commission militaire mixte libyenne cinq + cinq a terminé, jeudi 12 novembre, sa réunion, la deuxième en Libye depuis l'accord de cessez-le-feu signé à Genève le 23 octobre 2020. Tous se sont mis d'accord pour le départ des mercenaires et combattants étrangers dès le 23 janvier 2021. C'est un responsable de la mission d'appui des Nations unies pour la Libye (Manul) qui l'a annoncé à l'issue de la réunion.



Ce mardi 10 novembre 2020, plus de huit ans après les faits, la Cour de justice de la Cédéao a condamné l'Etat Guinéen à payer plus de 460 000 dollars en réparation aux victimes.



En République démocratique du Congo (RDC), alors que l'UDPS [Union pour la démocratie et le progrès social] défilait, l'ancien Premier ministre Adolphe Muzito organisait avec son mouvement « Nouvel élan » du Lamuka, ses propres consultations dites « verticales » le 14 novembre.



RFI

C'est un lancement très attendu. Dans la nuit de ce dimanche 15 novembre au lundi 16 novembre 2020, à 1h49 heure de Paris, à Cap Ca-



naveral en Floride, la société Space X va envoyer quatre astronautes à destination de la Station spatiale internationale. Après le vol démonstratif réussi en mai dernier, qui avait déjà beaucoup fait parler, Space X doit transformer son essai.



Jeune Afrique

Le président et le chef de l'opposition se sont entretenus en tête à tête le 11 novembre. Voici comment ce rendez-vous a pu avoir lieu et ce qu'ils se sont dit.



La dépouille de l'ancien président malien Amadou Toumani Touré, décédé en Turquie à l'âge de 72 ans, a été rapatriée samedi. Le pays lui rendra hommage lors de funérailles nationales mardi.



Figaro du Mali

La CANAM communique:
Les réformes du DG Mahamane BABY.
L'instauration du ticket d'accréditation fait partie des mesures phares entreprises par Mahamane Baby. Elle a permis à la Canam de faire des économies substantielles.



Par exemple, la CMSS avant cette mesure a reçu : 248 418 feuilles de soins au mois d'avril 2020 ; 60 342 feuilles de soins au mois de mai 2020, date de l'application du ticket d'accréditation. Ce qui fait un écart de 188 076 feuilles de soins.

En faisant une extrapolation sur le reste de l'année, avec une moyenne de 10 000 francs CFA par feuille de soins, nous obtiendrons un montant de 1 880 000 000 FCFA par mois. En somme, du mois de mai à celui de décembre 2020, soit huit (8) mois, la Canam aura économisé 15 040 000 000 FCFA.

Pour le cas de l'INPS, on décompte : 213 574 feuilles de soins au mois d'avril 2020 ; 144 959 feuilles de soins au mois de mai 2020 ; 180 823 feuilles de soins au mois de juin 2020 ; 140 705 feuilles de soins au mois de juillet 2020. Soit une moyenne de 155 495 feuilles de soins par rapport au mois d'avril 2020.

L'estimation en guise d'économie de la Canam se résume à 58 079 feuilles de soins multipliées par 10 000FCFA = 580 790 000 FCFA par mois, ce qui fera un total de 4 646 320 000 FCFA du mois de mai à celui de décembre 2020.

En résumé, de mai à décembre 2020, la Canam économisera pour les deux OGD la somme de 19 686 320 000 FCFA.

Source : Canam



FORMATION DU CONSEIL NATIONAL DE TRANSITION : Le M5-RFP rejette la décision

Les responsables du M5-RFP sont vent debout contre la méthode de désignation des membres du Conseil national de transition par les autorités. Ils affirment ne pas être officiellement saisis sur la question avant de rejeter toute idée de participation au CNT. C'était à la faveur d'un point de presse tenu le vendredi dernier, à la CSTM en présence de Choguel Kokala Maiga, de Mountaga Tall, de l'imam Oumar Diarra, Ibrahim Ikassa Maiga, entre autres.

Dans une déclaration rendue publique, les responsables du M5-RFP disent avoir appris, sans surprise, sur les réseaux sociaux l'adoption de deux(2) décrets fixant les modalités de désignation des membres du Conseil national de transition (CNT) et la clé de répartition dudit organe, dont ils jugent inacceptables. Ils trouvent inadmissible que le Vice-président de la transition, encore président du CNSP non encore dissout, dispose d'un pouvoir de censeur pour choisir les bons et mauvais candidats en lieu et place des entités concernées. Pour eux, ces manoeuvres sur la mise en place du Conseil national de transition (CNT) ont fait tomber les masques et dévoilé la nature pu-

rement militaire de la transition avec un habillage civil qui ne trompe plus personne ni au Mali ni parmi les observateurs internationaux. C'est ainsi que les responsables du mouvement du 5 juin ont décidé de ne pas participer au Conseil national de transition. " Le M5-RFP dénie à quiconque d'y participer en son nom et met en garde les autorités de la transition contre toute manipulation visant à associer son nom à cette mascarade", préviennent-ils, avant d'inviter les militants à rester toujours mobilisés pour le changement. Rappelons que dans cette répartition qualifiée d'inacceptable, l'armée se taille la part du lion avec 22 sièges suivies des parties politiques avec (11 postes), la société civile (9 postes), et le M5-RFP, le principal regroupement ayant mené la lutte se contente seulement avec(8 sièges).

Yacouba COULIBALY



Un deuil national de trois jours décrété à partir du Lundi en hommage au Président Amadou Toumani Touré



YERI Bocoum

#YBC/YB. Salam la famille, C'est avec un cœur plein d'espoir et d'assurance que j'écris ces quelques lignes.



C'est tout d'abord un lieu pour moi d'exprimer toute ma sincère et profonde gratitude à ce peuple brave du Mali (peuple d'ATT). Hier, les messages, les vocaux, appels n'ont cessé de foudroyer mon pauvre téléphone. Maintenant, s'il arrive quelque chose à ce téléphone () : ça sera à cause des appels des Coulibaly, des Doumbia, des Kanté et Sissoko et autres... Je tiens également à remercier infiniment nos autorités actuelles qui n'ont ménagé aucun effort pour apaiser ma situation. Je commence par le président Bah Ndaw qui a lui même appelé l'ambassadeur.

Je remercie aussi le Vice président Col Assimi Goita, le premier ministre Moctar Ouane et l'ensemble du gouvernement de la transition. Qu'Allah vous le rende en centuple!

Un merci spécial à l'ambassadeur du Mali à Washington Mr Nimaga, à sa femme et toute sa famille. L'ambassadeur m'a hébergé, mis son véhicule à ma disposition, contacté le consulat de France et engagé une avocate française pour rapidement me trouver un centre de test COVID-19 qui n'a pris que 30 mn. Il a mis sa veste de diplomate à côté et a mis celui d'un #Malien_Tout_Court.

Enfin je remercie particulièrement quelques mon jeune frère et cadet l'ancien président de l'AEMU Ibrahim Diallo grâce à qui j'ai eu le contact de l'ambassadeur sans oublier Lala Traore qui a envoyé ma vidéo à l'ambassadeur et Haidy la fille au conseiller militaire de l'ambassade. C'était pour vous informer que j'ai pu faire mon test, j'ai mon résultat et j'attends présentement mon vol pour Bamako.

Je m'en excuse réellement de ne pas pouvoir citer les noms toutes celles et tous ceux qui ont fait quelque dans cette affaire. USA, Europe, Asie, Australie et l'Afrique. Vous m'avez prouver à nouveau qu'être malien est tout simplement formidable. ATT avait eu raison de croire en vous. Et bien moi aussi je crois en vous.

A cœur vaillant, Rien n'est impossible !



FRANCE 24

Il a dirigé le Ghana pendant près de vingt ans, et était devenu l'une des figures les plus charismatiques de l'Afrique contemporaine. À 73 ans, l'ancien président Jerry John Rawlings est décédé, a annoncé, jeudi, la présidence ghanéenne.





Le groupe jihadiste État islamique a revendiqué jeudi l'attentat qui a eu lieu lors d'une cérémonie pour l'anniversaire de l'armistice du 11 novembre 1918



Primature du Mali

Visite de courtoisie du Président de la Commission de l'UEMOA au Premier ministre Moctar Ouane. M. Abdallah Boureima, Président de la Commission de l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA) a été reçu en audience ce mercredi 12 novembre 2020 par le Premier ministre M. Moctar Ouane.

Présent à Bamako dans le cadre de la signature de deux importants accords entre l'Organisation sous régionale et le Mali à travers le ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche, le Président Abdallah Boureima qui avait à ses côtés le Commissaire à l'Agriculture, aux Ressources en Eau et à l'Environnement, M. Gbian Jonas, celui chargé du Service administratif et financier M. Barcola Georges, ainsi que le Représentant Résident M. Mamadou Moustapha Barro, s'est réjoui d'avoir pu profiter de l'opportunité ainsi offerte pour venir saluer et féliciter un éminent membre de la famille UEMOA. Moctar Ouane qui vient en effet de passer 6 longues années au sein de la Commission en qualité de Délégué général à la Paix et à la Sécurité, est toujours considéré à juste titre par ses anciens collègues comme un des leurs. Selon M. Abdallah Boureima, il était de son devoir, au moment où le Mali est confronté au triple défi sécuritaire, sanitaire et économique de venir apporter ses encouragements et ses vœux de réussite au Premier ministre consensuel qu'est Moctar Ouane. Un homme, à ses yeux, pétri de qualités, humaines et professionnelles. Riche d'une carrière nationale et internationale exceptionnelle, le diplomate malien a su se mettre au service de son pays et de l'Afrique pour aider à relever le défi du développement.

De nombreux défis l'attendent certes, lui et l'équipe gouvernementale qu'il conduit, tous plus urgents les uns que les autres. Surtout qu'à la fin de la transition, il leur sera demandé de présenter un bilan. Mais pour le Président de la Commission, il n'y a pas de doute que



ce bilan sera positif, grâce à la clairvoyance du peuple malien qui a su consentir de gros sacrifices pour juguler la crise socio-politique qui risquait de plomber les efforts de sortie de crise.

La Commission pour sa part, a assuré son Président, jouera toute sa partition pour aider le Mali et les autres pays de l'Union à surmonter cette période de crise multiforme. En retour, le Premier ministre très ému, a dit toute la fierté qui était la sienne, d'avoir servi la Commission à un tel niveau, avec des femmes et des hommes de devoir qu'il a naturellement salués et remerciés.

Il faut rappeler que dans la matinée, le Président de la Commission avait signé avec le ministre de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche, un accord pour la rétrocession au Mali de l'Abattoir de Sabalibougou, rénové après un investissement de 300 millions de FCFA. Autre document signé par le Président de la Commission, cette fois avec le Directeur général de l'Office du Niger, le contrat de bail emphytéotique de 50 ans portant sur 11 288 ha dont 500 déjà aménagés dans les périmètres de Kandiorou et Touraba pour un coût total de 16,5 milliards de FCFA. Le plus gros investissement de la Commission dans les pays de l'espace communautaire.

CCRP



Présidence de la République du Mali

Koulouba | 13 novembre 2020 | Actualité
Tournée sous-régionale de SEM Bah N'DAW :
étape du Togo !

Le Président de la Transition, SEM Bah N'DAW, Chef de l'État et sa délégation ont été accueillis, à leur arrivée à l'Aéroport International Gnassingbé EYADEMA par son homologue togolais, SEM Faure GNASSINGBE. Les deux personnalités ont salué ensemble les corps constitués.

Au cours de son séjour togolais, le Chef de l'État visitera le Centre d'Entraînement aux Opérations de Maintien de la Paix. Il aura également une rencontre avec la Communauté malienne résidant au Togo.



Mali : Un accident de voitures fait 9 morts et 10 blessés près de Bamako



Un mini bus transportant des passagers et une voiture de marque Mercedes GLE 400 sont rentrés en collision sur la RN6 dans la forêt classée de la Faya ce samedi, 14 novembre 2020, à 18h15, selon la Protection civile. Le bilan est lourd : 09 passagers ont trouvé la mort et 10 autres sont grièvement blessés. Ceux-ci sont admis à hôpital Gabriel Touré. Le pronostic vital d'aucun blessé n'est heureusement engagé, selon les médecins.

A. CISSE

Tournée sous régionale du président Bah N'Daw : Avec son homologue du Sénégal, Macky Sall en tête à tête à Dakar



Le président de la Transition, Bah N'Daw, est arrivé ce samedi 14 novembre à Dakar après s'être rendu au Ghana et au Togo. A sa descente d'avion, le chef de l'Etat était attendu par son homologue sénégalais, Macky Sall, sur le tarmac.

Les deux Chefs d'Etat ont assisté à l'exécution des hymnes nationaux, passé en revue les troupes, salué les corps constitués avant de se retrouver en tête-à-tête au salon d'honneur, selon un tweet du service de la communication de Koulouba.

Au cours de son séjour sénégalais, le président N'Daw sera reçu au Palais présidentiel pour des entretiens bilatéraux. A Dakar, comme ailleurs

Côte d'Ivoire : Un scénario de remise du passeport de Laurent Gbagbo existe bel et bien



Un scénario de remise d'un passeport à Laurent Gbagbo existe bel et bien au sein des autorités. Jerry Lampen/Pool via REUTERS. En Côte d'Ivoire, selon « La lettre du continent », le président Alassane Ouattara vient d'acter la remise d'un passeport diplomatique à Laurent Gbagbo. Ce qui ouvrirait, selon nos confrères, la voie à son retour au pays. L'entourage de Laurent Gbagbo, lui, dit ne pas être au courant d'une telle décision. Mais un scénario de remise d'un passeport à Laurent Gbagbo existe pourtant bel et bien au sein des autorités.

À quelques jours de la présidentielle du 31 octobre, Alassane Ouattara avait affirmé à RFI et France 24 qu'il ne mettait aucun obstacle à la remise de son passeport à Laurent Gbagbo. « Le passeport est en cours de délivrance à ma connaissance, avait même déclaré Alassane Ouattara. Ça n'est pas un souci. ». Deux semaines plus tard, une bonne source au sein du pouvoir va plus loin, et décrit le scénario qui, dit-elle, est envisagé actuellement : Laurent Gbagbo explique cette source, se verrait remettre un passeport diplomatique. Les démarches pourraient être lancées très prochainement à l'occasion de l'accréditation d'émissaires du pouvoir ivoirien.

Quel délai ?

Notre interlocuteur refuse cependant de se prononcer sur le délai qui sera nécessaire pour que le processus arrive à terme. Il précise également : « L'établissement d'un passeport ne signifie pas que Laurent Gbagbo pourra rentrer tout de suite en Côte d'Ivoire. ». Laurent Gbagbo est toujours sous le coup, en effet, de l'affaire dite du « braquage » de la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) et cet aspect des choses demandera, lui, un traitement politique.

Source : RFI

lors de cette première tournée sous régionale, le président N'Daw prévoit une rencontre d'échanges avec ses compatriotes vivant au Sénégal. Dès son retour à Bamako, le Chef de l'Etat assistera aux obsèques du défunt président Amadou Toumani Touré prévues mardi. La dépouille mortelle est arrivée à Bamako samedi très tôt à bord de l'avion présidentielle avec les honneurs dus au rang de l'illustre disparu.

A. CISSE

Rwanda : L'ex-patron de Crédit Suisse Tidjane Thiam recruté pour développer l'attractivité du pays



Le banquier franco-ivoirien Tidjane Thiam a été recruté par le Rwanda pour développer l'attractivité de son secteur financier. L'ancien patron de Credit Suisse a été nommé président du conseil d'administration de la Rwanda Finance Limited, une entreprise publique qui a pour mission de faire de Kigali un centre financier international.

Tidjane Thiam a été nommé aux côtés du Camerounais Diko Jacob Mukété, ancien représentant de la Banque africaine de développement au Rwanda ou encore de Liban Soleman Abdi, ancien chef de cabinet d'Ali Bongo. Leur mission consiste à concrétiser les ambitions de Kigali, qui souhaite devenir une porte d'entrée du continent africain pour les investisseurs internationaux.

Miser sur les services

Le Rwanda mise en effet depuis le début des années 2000 sur les services comme principal levier de développement. Avec d'abord le tourisme de luxe et de conférence, mais aussi via le secteur financier avec la création de la Rwanda Finance Limited en 2018. Kigali met en avant une croissance annuelle de près de 8% et prévoit la mise en place d'un régime fiscal attractif.

Un modèle, l'île Maurice

« Le modèle, c'est l'île Maurice, explique le chercheur Pritish Behuria. Mais le Rwanda manque encore cruellement d'infrastructures financières et de personnel qualifié pour devenir un hub régional ». Reste que la nomination de Tidjane Thiam est le signe d'un engagement renouvelé dans cette voie alors que le tourisme est en berne à cause du coronavirus et que le pays a besoin de rentrées de devises étrangères.

Commerce : Pékin se renforce avec la signature d'un vaste accord de libre-échange



C'est l'accord commercial le plus important du monde en termes de PIB: quinze pays d'Asie - dont la Chine et le Japon - ont signé un accord, dimanche 15 novembre au matin. De quoi booster les échanges commerciaux après le Covid-19. Il aura fallu huit ans pour parvenir à cet accord, mais les principaux pays d'Asie de l'est ont signé dimanche le Partenariat régional économique global (RCEP). Ce partenariat crée une vaste zone de libre-échange, en réduisant les taxes à l'import sur la plupart des produits manufacturés.

De nombreux produits agricoles non concernés

Beaucoup de produits agricoles en revanche, considérés comme stratégiques pour des questions d'autosuffisance, ne sont pas concernés. Le partenariat rassemble les dix pays de l'Asean, l'association des nations de l'Asie du Sud-est, et la Nouvelle-Zélande, l'Australie et les grandes économies régionales, Corée du sud, Japon et Chine.

Grands absents, l'Inde et les États-Unis

L'Inde est la grande absente, elle s'est retirée des négociations de peur d'être envahie de produits chinois bon marché, alors qu'elle cherche à développer sa propre industrie. L'autre grand absent, ce sont les États-Unis, qui se sont retirés l'année dernière du TPP, un accord de libre-échange avec l'Asie, au départ poussé par Washington. Au contraire, la Chine, plus grande économie de la région et premier exportateur mondial devrait fortement bénéficier de cette vaste zone de libre-échange.

Source : RFI

Abonnez vous à votre journal numérique

Malikilé

pour recevoir les dernières informations

Centre d'Instruction de Markala : Des jeunes soldats prêts à servir la nation

Il y a neuf cent quatre-vingt-quinze (995) jeunes recrues dont 365 personnels féminins à boucler leur formation Commune de Base. La présentation au drapeau s'est déroulée le mardi, 10 novembre 2020, au Centre d'Instruction de Markala. La cérémonie était présidée par le chef d'état-major de l'Armée de Terre, le colonel-major Félix Diallo. La présentation au drapeau, les démonstrations en armement, en arme à chaud, des remises d'attestations et le défilé militaire ont été les temps forts de cet événement.

Engagés volontaires, ces jeunes soldats du contingent 2019, ont acquis pendant cinq mois des connaissances techniques et tactiques de bases à l'issue de cette formation. Le major de la promotion est le personnel féminin, 2ème classe Douyou Tamboura. Elle a obtenu 17,54.

Le directeur du centre, le capitaine Missa Dioma a déclaré que depuis le 17 juin 2020, ces recrues ont bien assimilé la vie militaire. Selon lui, le but de cette formation est de transformer des jeunes civils en bon soldats en leur inculquant les notions élémentaires du métier des armes en Tactique, Topographie, Armement, entre autres.

Il a indiqué que ces jeunes soldats ont fait la preuve sur le plan intellectuel et physique. Une évaluation finale dans le centre a fixé le niveau d'ensemble des recrues à un niveau satisfaisant, a-t-il déclaré. Le directeur du centre a félicité l'encadrement pour sa disponibilité durant



la formation. Il a invité les recrues à ne jamais perdre en vue le code de conduite du soldat malien et les valeurs des FAMA.

La réalité du moment exige de nous tous de donner le meilleur de nous-mêmes et aucun sacrifice n'est de trop pour la cause nationale, a-t-il conclu. Le chef d'état-major de l'Armée de Terre, le colonel-major Félix Diallo a affirmé que la formation Commune de Base de ce contingent est une preuve réelle de la volonté manifeste des plus hautes autorités du pays de doter notre armée de personnels efficaces pour faire face aux défis sécuritaires actuels que connaît le Mali. Le CEM AT a souligné que c'est dans un contexte sécuritaire particulier que les nouveaux soldats prennent l'engagement devant le Drapeau National.

Source: FAMA

An advertisement for SAMA money transfer service. The background is a mix of green and blue. In the top left, there is a dark blue square with the word 'SAMA' in yellow and 'transfert d'argent' in white below it. To the right, the text 'Transfert d'argent' is written in a large, bold, blue font. Below this, on a dark blue background, the text 'ECONOMISEZ JUSQU'À' is in white, followed by '40%' in a very large, bold, yellow font, and 'SUR VOS FRAIS DE TRANSFERT D'ARGENT' in white. At the bottom, there is a yellow button with the text 'www.sama.money' in black and a white mouse cursor icon pointing at it. On the right side of the advertisement, there is a circular inset showing a smiling woman wearing a black hijab and a red top.



Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI)

Informations sur le numéro vert 80 00 22 22 de l'OCLEI

L'OCLEI a mis en place le **Numéro vert 80 00 22 22** le 9 décembre 2019. L'appel est gratuit.

Le Numéro vert permet aux citoyens de dénoncer des faits d'enrichissement illicite dont ils ont connaissance. Il est géré par l'Unité des Plaintes et des Dénonciations. Du 9 décembre 2019 au 30 septembre 2020, il a reçu 520 appels. Sur ce total, il n'y a eu que 6 dénonciations concernant l'enrichissement illicite, soit 1%. Le présent message est diffusé pour permettre aux citoyens de mieux identifier les cas d'enrichissement illicite, les personnes et les biens pouvant être dénoncés sur le Numéro vert 80 00 22 22 de l'OCLEI.

- **Qu'est-ce que l'enrichissement illicite ?**

L'enrichissement illicite est le fait pour un agent public d'avoir des biens ou un train de vie qui dépassent ses revenus légitimes.

- **Qui est agent public ?**

Par « agent public », il faut entendre fonctionnaire civil ou militaire, élu, contractuel de l'Etat ou des communes, conseils de cercle, conseils régionaux.

- **Quelles sont les personnes qui peuvent être dénoncées à l'OCLEI ?**

Tout agent ou employé de l'Etat, des communes, conseils de cercle, conseils régionaux, des entreprises d'Etat et des établissements publics, des associations reconnues d'utilité publique, des projets et programmes de l'Etat.

Toute personne agissant au nom ou pour le compte de la puissance publique et/ou avec les moyens ou les ressources de celle-ci.

- **Quels sont les biens susceptibles d'être dénoncés ?**

Les maisons, les immeubles commerciaux, les champs, les fermes, les parcelles non bâties, les comptes bancaires, les valeurs en bourse, les actions dans les sociétés, les assurances-vie, les bijoux de valeur, les véhicules à moteur, les fonds de commerce, le cheptel.

Pour plus d'informations, appelez le Numéro vert 80 00 22 22 ou écrivez à info@oclei.ml

Merci pour votre soutien à la lutte contre l'enrichissement illicite.

Bamako, le 13 octobre 2020.

Fondation Friedrich Ebert Stiftung : 50 ans de soutien au peuple malien !

La fondation Friedrich Ebert Stiftung (FES) au Mali a fêté ses cinquante ans de solidarité envers notre pays, le Mali. Dans le cadre des activités commémoratives, le représentant résidant de la fondation au Mali, Christian Klatt, a animé, le vendredi 13 novembre 2020, une conférence de presse pour informer les journalistes sur les grandes œuvres réalisées par la fondation pendant les 50 ans de sa présence au Mali. C'était au siège de la fondation en présence de plusieurs de ses proches collaborateurs. Ladite conférence de presse a enregistré la présence d'une pléiade d'hommes de média.

Selon Christian Klatt, au Mali, la FES a offre ses soutiens dans les secteurs comme l'économie, la politique, le développement organisationnel, la justice sociale, la défense et la protection des droits des travailleurs, la liberté, la paix et la sécurité. A l'en croire, la FES a aidé à renforcer la résilience des Maliens lors de la sécheresse des années 1972-1973 en participant à l'organisation de la solidarité interne en faveur des populations sinistrées, particulièrement celles de Gao, Tombouctou et Kidal. « Cela en procédant à la réorganisation des coopératives afin qu'elles répondent aux besoins de ses membres », explique le conférencier. Selon lui toujours, la FES, dans les années

1980 et 1990, a aussi joué un rôle important dans l'accompagnement des acteurs sociopolitiques maliens en faveur de la démocratie multipartite en organisant les travailleurs dans la défense de leurs droits. « **Cela à travers le renforcement des capacités des travailleurs dans leur rôle et responsabilité avec l'UNT, le soutien aux initiatives des organisations des femmes et de jeunes, l'accompagnement des initiatives des couches socioprofessionnelles en faveur de la citoyenneté, des droits de l'homme et des droits à la liberté** », a rappelé le représentant résidant de la FES au Mali.

Pour rappel, la Fondation Friedrich Ebert (en

allemand Friedrich-Ebert-Stiftung, abrégée en FES) est une fondation associée au SPD, le parti social-démocrate allemand. Elle est la plus importante et la plus ancienne fondation associée à un parti politique en Allemagne. Son siège est à Bonn. Elle a des bureaux à Berlin. Elle entretient une centaine de bureaux dans le monde entier. Ses activités se concentrent sur la démocratisation, le développement économique et le renforcement des structures de la société civile. La Fondation détient le mandat international de la Confédération allemande des syndicats.

La Fondation porte le nom de Friedrich Ebert. Friedrich Ebert (1871-1925) fut le premier président de la République de Weimar. La Fondation a été créée en 1925 juste après la mort d'Ebert. Originellement, elle a été conçue comme une association accordant des bourses d'étude à des étudiants issus des milieux populaires. Le volet bourses d'étude reste actif jusqu'aujourd'hui, néanmoins la Fondation a depuis considérablement élargi son champ d'actions. Elle est principalement active dans le domaine de l'éducation civique et politique. S'y ajoutent les activités à l'étranger dans le domaine de la démocratisation et du développement économique et social. Toute chose qui prouve à suffisance que cette fondation est l'un des partenaires privilégiés de notre pays. La conférence s'est terminée sur une note d'espoir.

■ Ibrahim Sanogo



Au Sahel : Un programme qui veut accélérer l'émergence de jeunes entrepreneurs

En prélude à la journée mondiale de lutte contre le diabète, le ministère de la Santé et du développement social en collaboration avec la fédération nationale des diabètes du Mali, l'ONG Santé diabète et leurs partenaires a organisé, le jeudi 12 novembre 2020, une conférence de presse, dans la salle de conférence de l'organisation mondiale de la santé. Il s'agissait de donner d'ample informations aux hommes de média sur le diabète.



L'initiative, financée par l'Union européenne et pilotée par le groupe I & P, veut favoriser l'emploi dans une région frappée par les crises.

Silvere Salga a des idées à revendre. Ecrivain, auteur de théories originales sur la pluviosité, l'ancien étudiant en géographie de l'université de Ouagadougou est aussi l'inventeur du « grenier frais » comme certains, au Burkina Faso, ont baptisé sa dernière trouvaille. Plus concrètement, le jeune homme de 29 ans a imaginé une chambre froide fonctionnant avec 100 % d'énergie solaire. A priori, le concept a tout pour séduire largement dans ce pays du Sahel, baigné d'un soleil généreux, et dont le secteur agroalimentaire souffre de pertes massives provoquées par la quasi-inexistence de chaînes de conservation.

D'ailleurs, les clients potentiels sont déjà là. Pourtant le projet, baptisé Salgatech, a failli en rester au stade de l'ébauche. « J'avais besoin de fonds. Mais l'innovation, dans nos contrées, ce n'est pas toujours très bien perçu par les banques », résume-t-il.

L'horizon de l'entrepreneur s'est finalement dé-

bouché grâce au nouveau programme I & P Accélération au Sahel (IPAS), lancé à l'été 2020 pour accompagner des start-up et petites entreprises de la région sahélienne. Salgatech s'est ainsi vu accorder un financement de 39 millions de francs CFA (environ 60 000 euros). De quoi, espère son concepteur, commencer à développer une production semi-industrielle de ce système qui, parie-t-il, aura des « effets positifs sur toute l'économie burkinabée ».

Un véhicule d'investissement pour le Sahel ? L'initiative peut sembler surprenante dans une région avant tout connue comme le théâtre de crises à répétition. La situation s'est d'ailleurs lourdement dégradée depuis deux ans, sous l'effet de l'instabilité sécuritaire et désormais, le Sahel compte 1,5 million de déplacés et 7,4 millions de personnes souffrant de la faim, selon un bilan établi par l'ONU à la mi-octobre. A la violence alimentée par des groupes djihadistes s'ajoutent les répercussions de la pandémie de Covid-19, en passe de faire basculer 6 millions de personnes de la région dans la pauvreté.

« Croissance stratosphérique »

Mais ce tableau-là ne dit pas tout, selon les fondateurs d'IPAS. Le programme est piloté par le groupe Investisseurs & Partenaires (I & P), pionnier de l'investissement dans les petites et moyennes entreprises en Afrique subsaharienne. Il est financé par l'Union européenne à hauteur de 15,5 millions d'euros et doit bénéficier à 300 entreprises de la région sahélienne. L'objectif : s'adresser à la frange la plus dynamique de la population pour favoriser la création d'emplois, un besoin pressant dans des pays où la démographie explose, au risque d'accroître le chômage et le mal-développement.

Or depuis le lancement il y a cinq mois à peine, « nous avons été surpris par l'importance du potentiel, le nombre d'entreprises intéressantes et de personnalités prometteuses, dans une région parmi les plus défavorisées au monde et à une période particulièrement difficile », indique Jean-Michel Severino, le président d'I & P. Un avantage de la zone est que les marchés y sont souvent vierges : tout reste donc à inventer. « On peut créer une boîte qui fabrique juste des bancs et des chaises et qui connaîtra une croissance stratosphérique », poursuit M. Severino.

Investir dans de jeunes sociétés du Sahel demeure un exercice assez particulier. Le programme s'autorise d'ailleurs un taux d'échec de 40 % à 50 % des projets sélectionnés. De fait, les entrepreneurs accompagnés par IPAS témoignent souvent d'une culture financière très relative et d'une faible aisance dans les milieux institutionnels. Novices, ils doivent découvrir et s'approprier toutes les composantes de leur nouveau rôle.

Dans un tel contexte, le soutien délivré aux entreprises n'est pas purement financier. Il relève aussi largement de l'assistance technique, via des formations et des missions d'expertise. Un enjeu clé, estime Silvere Salga : « Ce qu'il manque trop souvent ici, c'est l'environnement adéquat pour accompagner les jeunes en profondeur. L'entrepreneuriat, c'est une belle solution, mais il ne suffit pas d'aller chercher de l'argent en étant bien sapé ! »

■ Marie de Vergès
Source : le Monde

Lutte contre le terrorisme dans le Sahel : La mort du jihadiste Bah Ag Moussa "creuse un fossé entre la France et le Mali"

La France a annoncé, vendredi, la mort de Bah Ag Moussa, acteur majeur des rébellions touareg des années 1990 et 2000. Il serait responsable de plusieurs attaques contre les forces maliennes et internationales ces dernières années. Sa mort change-t-elle la situation sur le terrain, aussi bien militaire que politique ? Éléments de réponse avec Caroline Roussy, chercheuse à l'Iris.



Un succès majeur dans la lutte contre le terrorisme". C'est par ces mots que Florence Parly, la ministre des Armées, a annoncé, vendredi 13 novembre, la "neutralisation", au Mali, d'un cadre opérationnel jihadiste de tout premier plan lié à Al-Qaïda. Décrit comme le "chef militaire" du Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM) - aussi connu sous les acronymes RVIM ou JIN -, Bah Ag Moussa a été tué dans une opération de la force Barkhane menée mardi dans le nord-est du Mali, à environ 100 kilomètres de Ménaka.

Il avait déserté l'armée malienne dès 2012 pour rejoindre la rébellion et fonder avec Iyad Ag Ghali le groupe jihadiste Ansar Dine. Un de ses principaux succès aura été de réussir, en 2017, à unir sous la même bannière du GSIM, Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi) et d'autres groupes islamistes.

La mort de ce cadre historique de la mouvance jihadiste peut-elle faire évoluer la donne sécuritaire pour la force Barkhane ? Que révèle cette opération dans les relations entre Paris

et le gouvernement de transition malien ? Caroline Roussy, chercheuse à l'Institut de relations internationales et stratégiques (Iris), répond aux questions de France 24.

France 24 : En juin, la France a annoncé la mort du chef historique d'Aqmi, une victoire essentiellement symbolique car Abdelmalek Droukdal n'était plus un homme de terrain. Celle du Touareg Bah Ag Moussa, membre fondateur d'Ansar Dine, peut-elle faire évoluer la situation sécuritaire ?

Caroline Roussy : C'est un coup porté au GSIM, notamment après les images, diffusées sur les réseaux sociaux, des retrouvailles des 200 jihadistes relâchés en échange de la libération de quatre otages dont la française Sophie Pétronin et Soumaïla Cissé, personnalité politique malienne de premier plan.

Cette image, même s'il y a tout lieu de se réjouir de la libération des otages, représente un camouflet pour la France. L'objectif des opé-

rations qui se multiplient depuis le 30 octobre semble être la remobilisation des militaires de la force Barkhane, après le malaise suscité par la remise en liberté de ces centaines de jihadistes.

Militaire de formation, Bah Ag Moussa avait des notions stratégiques et de connaissances du terrain. Le tout est de savoir s'il avait formé des successeurs et si d'autres personnes de son acabit peuvent le remplacer. La mort de ce chef est donc significative, mais à moyen et long terme, je ne crois pas que cela change la donne sur le terrain car les troupes françaises doivent faire face à un ennemi aux contours de plus en plus flou.

Ces groupes armés ont été rejoints par des populations pour des raisons d'opportunité, par désespoir ou absence d'un État en capacité de les protéger. La question centrale est la suivante : qui est l'ennemi au Mali aujourd'hui ? Au-delà de la complexification de la situation et de l'endogénéisation de la menace qui a souvent peu de rapport avec des motifs religieux, l'ennemi désigné depuis le sommet de Pau du G5 Sahel était l'Organisation État islamique dans le Grand Sahara (EIGS). Désormais une attention particulière et renouvelée est portée au GSIM qui, fort d'avoir retrouvé quelque 200 hommes, aurait reçu, selon différentes sources, une rançon de 30 millions d'euros.

Le Premier ministre malien de transition, Moctar Ouane, avait défendu "la nécessité d'une offre de dialogue avec les groupes armés" jihadistes au sein du "dialogue national inclusif". Cette nouvelle opération montre que c'est bien l'option militaire qui est privilégiée par Paris...

Oui, cela montre de profondes dissensions entre Paris et Bamako sur le fait de négocier ou non avec les jihadistes. Paris est en désaccord avec le gouvernement de transition mais aussi avec ce que la population malienne a exprimé : en 2017, il y a eu une conférence de l'entente nationale ; puis en 2019 un dialogue national inclusif. À chaque fois, les Maliens se sont dit favorables à un dialogue avec les jihadistes, notamment Iyad Ag Ghaly qui dirige le GSIM, et Amadou Koufa, un autre chef jihadiste.

Il y a un fossé qui est en train de se creuser entre Paris et Bamako. Il semble, pour l'instant, difficile pour la France d'envisager cette option au regard des efforts consentis sur les plans humain et financier depuis 2013. Pour le moment, le choix est celui d'une dynamique d'attaque sur le terrain militaire. Cela pose la question de l'avenir des relations entre la France et le nouveau gouvernement malien. Pourront-ils trouver un terrain d'entente ou une limite a-t-elle été franchie ?

La mort de Bah Ag Moussa a été annoncée le 13 novembre, jour de commémoration des attentats de Paris et du Stade de France. Faut-il y voir un symbole ? Ou une manière de justifier l'existence de la force Barkhane ?

Cela fait partie de la rhétorique politique et gouvernementale. Cependant, il n'y a jamais eu de signes qui indiqueraient que la France serait visée par des attaques à partir du Sahel. Quand nous évoquons le Mali, nous utilisons des catégories d'analyse qui sont des représentations occidentales : jihadistes, terroristes, islamistes... Alors que le profil des ennemis est beaucoup plus complexe, nuancé et difficile à appréhender. Pour revenir à la question du 13 novembre, je comprends que cela puisse interroger mais j'y vois plutôt une coïncidence au regard du faible intérêt de l'opinion publique pour ce qu'il se passe dans la région.

■ Source : France24

Opération Maliko : Le CEM-AT sur le terrain pour galvaniser la troupe

Le Chef d'Etat-major de l'Armée de Terre (CEM-AT), le Colonel-major Félix Diallo, accompagné de son staff, vient de boucler une visite dans la 1ère Région militaire (Gao), sa toute première depuis son arrivée à ce poste, nous apprend-on. Cette démarche, s'est déroulée du 12 au 14 novembre 2020, avait pour objectif de prendre contact avec les éléments engagés sur le théâtre des opérations, et d'autre part de venir transmettre les mots de reconnaissance et d'encouragement des plus hautes autorités du pays aux hommes engagés.

Selon le CEM-AT, chacun a un rôle indispensable à jouer, si petit soit-il, pour gagner le combat. Il est grand temps qu'on se tienne droit pour que ce pays ait ce qu'il a tant mérité, a-t-il martelé. De leur côté, les hommes ont exprimé leurs soucis notamment le manque de moyens d'aller à Bamako en cas de problèmes sociaux, manque de formation sur les nouveaux engins, le traitement sous un même pied des non lettrés avec les instruits lors des différents tests.

Le Colonel-major a donné des réponses rassurantes aux différents problèmes posés. Pendant son entrevue avec les différentes notabilités politiques, coutumières, religieuses, et association des femmes, le CEM-AT a demandé l'accompagnement et l'implication de toutes les couches sociales dans la gestion de la sécurité en aidant les FAMA dans l'exécution de leur mission régaliennne. Ils sont là pour vous, et aucun effort ne sera épargné pour votre sécurité a-t-il rassuré.

Le Colonel-major Diallo a également rencontré les forces partenaires, notamment la force Barkhane, la MINUSMA et le contingent allemand de la MINUSMA. Au cours des échanges, il a été question de renforcement de coopération dans la lutte implacable contre les forces du mal. La rencontre avec tous ces protagonistes a été couronnée d'échanges de cadeaux. En guise de reconnaissance de sa ténacité dans le service, le Sergent Adama Ag Moha a été décoré de la médaille de la défense natio-

nale, échelon bronze, par la force Barkhane. Faut-il le rappeler, nos FAMA se renforcent davantage chaque jour un peu plus, comme en témoigne la fin de la Formation Commune de Base pour plus de 2.100 nouvelles recrues au niveau des Centres d'Instruction de Tiby et de Bapho. Des jeunes soldats qui ont été présentés au drapeau, le 10 novembre 2020 à Bapho, sous la supervision du Chef d'Etat-major Général adjoint des Armées, le Colonel-major Daoud Aly Mohammedine, et à Tiby, sous l'œil vigilant du Chef d'Etat-major Adjoint de l'Armée de l'Air, le Colonel Moussa Goïta, en présence de plusieurs autorités civiles et militaires de ces localités.

Pendant 5 mois, ces recrues, sans répit, de jour comme de nuit, ont bravé les intempéries dans des environnements particulièrement rudes. Ils ont surmonté les exigences et les contraintes afin de s'accoutumer avec le métier des armes. Ils sont aujourd'hui dotés d'un savoir-faire et d'un savoir être. Ils sont désormais prêts à franchir les portails des centres d'instruction pour servir avec honneur, dévouement, loyauté, dignité et patriotisme. En prêtant serment, face au drapeau national, les jeunes soldats se sont engagés à servir la patrie avec honneur, loyauté et fidélité, participer en tout temps et en toutes circonstances à la défense de l'intégrité du territoire national, se mettre au service de la République avec droiture et dignité, accepter en toute circonstance les sujétions de l'état militaire entre autres.

Après avoir observé une minute de silence à l'intention des militaires tombés sur le champ d'honneur, le Chef d'Etat-major Général adjoint des Armées, le Colonel-major Daoud Aly Mohammedine a invité les jeunes recrues à prendre conscience de l'ampleur des missions qui les attendent. Le Chef d'Etat-major Adjoint de l'Armée de l'Air, le Colonel Moussa Goïta, a quant à lui invité les nouveaux soldats à agir toujours en militaire professionnel, à œuvrer pour leur formation continue, gage de performance, et surtout à défendre les couleurs nationales dans le cadre de l'intégrité du



territoire.

Le Directeur du Centre d'Instruction de Tiby, le Commandant Bémé Traoré, a rappelé que la formation commune de base est l'introduction du jeune civil dans l'armée. Elle se décline en deux fonctions principales. La première consiste à façonner des jeunes pétris du sens de la maîtrise et de la connaissance de soi, afin qu'ils soient capables en tout lieu et en toute circonstance de défendre le pays. La deuxième porte sur la formation morale en vue de développer en eux l'esprit de civisme et de

loyalisme.

Pour, il n'y a pas de doute, « Notre armée vient d'être dotée une fois de plus de personnels efficaces pour faire face aux défis sécuritaires actuels du pays. C'est dans un contexte sécuritaire particulier que ces nouvelles recrues se sont engagées ». Même appréciation chez le Directeur du Centre d'Instruction de Bapho, le Capitaine Demba Baba Traoré, qui dira que ces jeunes nationaux ont été sélectionnés parmi tant d'autres, et vu leur capacité physique, ils ont bravé toutes les rigueurs pour que ce jour

soit. Braver par amour de la patrie, par l'esprit du don de soi pour dire que cette nation, jadis vivier des grands guerriers, puisse compter sur ses propres fils.

Il faut rappeler que ces jeunes recrues sont du contingent 2019 sur un effectif total de plus de 5000 jeunes répartis entre 5 centres de formation à travers le pays. Il s'agit des Centres d'Instruction de Tiby, Markala, Bapho, Koutiala et Yanfolila.

■ Une synthèse de Yama DIALLO

malikile.com
La première Plateforme de Distribution de communiqués et de relation médias et bien d'autres services !

74^{ans} **Malikilé**

MIGRATION IRREGULIERE : 48 MALIENS PERISSENT EN MER

Polémique autour du Conseil National de Transition : Les solutions de rechange de Aliou Boubacar Diallo

Jamais les autorités transitoires n'ont été autant contestées dans leur mépris envers le peuple que suite à cette affaire du Conseil National de Transition (CNT), où c'est l'ensemble des forces vives de la nation qui protestent aujourd'hui. La situation est telle qu'il se murmure dans les coulisses que Bah N'Daw sera peut-être obligé de revenir sur ces deux décrets polémiques. Et peut-être pas que cela, car si l'on s'en tient à certaines propositions, comme celle de Aliou Boubacar Diallo de l'ADP-Maliba, il faudra aller plus loin en amendant les dispositions de la charte de transition traitant la question du CNT.

Voici ce qu'il propose : « **Le Conseil National de Transition dans sa forme et son format actuels pose d'énormes problèmes. En effet, le nombre de ses membres et la clé de répartition proposée par les autorités ne répondent pas suffisamment aux critères de représentativité et d'inclusivité indispensables à la réussite de la mission assignée à cet organe législatif de Transition. Le CNT est censé être le reflet du Mali dans toute sa diversité. A ce titre, et au vu du contexte particulier dans lequel nous vivons, il doit réunir les principales légitimités du moment** ».

Il s'agit, selon lui, de : - la légitimité issue des urnes et territoriale ; - La légitimité acquise par la rue (M5-RFP) et celle "de fait" faisant suite à l'arrivée des militaires sur le champ politique ; - la légitimité sociale, traditionnelle, coutumière et religieuse. Comment donc faire en sorte que toutes ces légitimités soient représentées dans le CNT ?

Voici la recette de Aliou Boubacar Diallo : « **En ce qui concerne la légitimité issue des urnes et territoriale, elle répond à la nécessité de corriger l'injustice née des dernières élections législatives mais également des conséquences des événements du 18 Août. Pour ce faire, le CNT doit non seulement comprendre les députés que je considère bien élus mais**



également les 31 qui ont été spoliés par la défunte Cour Constitutionnelle.

Cela assurera une véritable représentativité sur l'entièreté du territoire NATIONAL à ce CNT. Chaque cercle du Mali et chaque commune de Bamako serait alors valablement représenté. Ces élus de la Nation, ayant ou non passé le filtre de la défunte Cour Constitutionnelle représentent environ 145 personnes. Je tiens à préciser d'emblée que je ne suis pas intéressé par un poste au CNT.

A ces 145 élus, le CNT pourrait rajouter 145 autres sièges à répartir entre les deux autres sources de légitimité (celles de fait et celle sociale, traditionnelle, coutumière et religieuse). Cela donnerait un total de 290 membres. La légitimité de fait est représentée, d'une part, par ceux qui ont battu le pavé durant des semaines au sein du M5-RFP et, d'autre part, par les militaires du CNSP.

La légitimité sociale, traditionnelle, coutumière et religieuse, pour sa part, reviendrait aux autres acteurs qui doivent être impliqués dans le travail du CNT. Il s'agit, entre autres, des groupes signataires de l'accord de paix, des mouvements de l'inclusivité, des religieux, des jeunes, des femmes, des personnes

à handicap, de la presse, de la diaspora ou encore des faitières des artisans et de la culture ».

Comment faire alors pour faire face aux charges financières de ces 290 membres du CNT, label Aliou Boubacar Diallo ? Il répond à la question : « **Bien évidemment, même si les membres du CNT joueront un rôle de député, ils ne doivent pas prétendre au même traitement que ceux-ci. En effet, en raison de leur nombre important passant de 145 à 290, les émoluments des membres du CNT pourraient être divisés par deux voire trois par rapport aux émoluments des anciens députés. Ainsi, le problème de la charge financière du CNT sur le Budget National serait résolu tout en garantissant une plus large représentativité en son sein** ».

Et de conclure : « **Aujourd'hui, il n'y a pas lieu de s'enfermer dans le fétichisme des 121 membres annoncés. Si nous voulons éviter le risque d'une instabilité chronique durant cette Transition, nous devons accepter d'aller à ce compromis dynamique qui devrait satisfaire l'écrasante majorité des acteurs nationaux** ».

■ Yama DIALLO

Point de presse : Le M5-RFP appelle à la résistance

Les membres du mouvement du 5 juin-Rassemblement des forces patriotiques (M5-RFP) ont animé un point de presse, vendredi 14 novembre 2020. Il s'agissait pour eux, de clarifier la position du M5 sur les deux décrets portant sur la clé de répartition et les modalités de désignation des membres du Conseil national de transition. Le M5-RFP rejette en bloc les deux décrets et invitent les maliens à la résistance.



Visiblement, le mouvement de contestation populaire qui a balayé le régime d'IBK ne veut pas lâcher prise. Ils sont prêts de nouveau à battre le pavé. L'information a été donnée au cours d'un point de presse. A l'entame du point presse, une minute de silence a été observée en la mémoire de l'ancien président Amadou Toumani Toumani. Le ton de ce point de presse a été donné par Choguel Kokalla Maïga, qui n'est pas allé avec le dos de la cuillère. Dans son intervention, il a fustigé les autorités de la transition. Pour lui, beaucoup de Maliens de l'intérieur et l'extérieur, beaucoup d'amis du Mali observent le bateau de la transition, depuis quelques jours, depuis quelques semaines. Lequel bateau est visiblement en train de tanguer. Aussi, dira-t-il, le M5-RFP avait dit plusieurs fois que la transition est son enfant. **« Et Donc ce bateau qui tanguer, nous ne laisserons pas couler ce bateau parce que nous avons une responsabilité historique dans le changement qui a été opéré le 18 aout 2020. C'est pour cela que nous avons tenu notre assemblée générale le 24 octobre 2020. Au cours de laquelle assemblée générale, la haute direction du M5-RFP a décliné sa vision du comment la transi-**

tion doit être conduite. Qu'est-ce que nous n'accepterons pas ? Et qu'est-ce que nous soutiendrons ? Aujourd'hui, il s'agit d'informer l'opinion nationale et internationale de la position du M5-RFP par rapport aux deux décrets qui ont été signés le 9 novembre et publiés dans le journal officiel le 10 novembre 2020. Les deux décrets portent sur le Conseil national de transition et la clé de répartition de ces membres entre les différentes entités de notre pays. Nous avons déjà publié un communiqué officiellement », a-t-il indiqué.

La lecture du communiqué a été faite par Abdel Kader Maïga, membre du comité stratégique du M5-RFP. Selon lui, le M5-RFP a appris à travers les médias sociaux avant d'en avoir la confirmation dans le journal officiel du 10 novembre 2020, l'adoption de deux décrets fixant respectivement les modalités de désignation des membres du Conseil national de transition et la clé de répartition du dit organe. C'est dire que le M5-RFP n'a pas été officiellement saisi de cette question vitale pour la bonne marche de la transition. A l'examen, les deux décrets sont purement et simplement inacceptable pour le peuple malien pour di-

verses raisons. Les très nombreuses irrégularités aussi bien dans la forme que dans le fond dans des deux textes. Le M5-RFP profondément attaché à l'Etat de droit ne saurait cautionner aucune violation des textes fondamentaux en occurrence la constitution et la charte de la transition. Le délai de 48 heures imparti aux candidats de déposer leurs dossiers procède d'une méconnaissance totale des réalités du Mali. Que feront en effet, les candidats dont les casiers judiciaires doivent être délivrés dans des localités éloignées de Bamako ou situées en zone d'insécurité pour obtenir ce document ? Sans lequel leurs dossiers forcément incomplètes seront rejetés. Ce cours délai procède aussi d'une volonté d'ouvrir la porte à la fraude et de procéder par le favoritisme politique.

Il appartient dès lors au peuple malien de se mettre debout, de dénoncer la restauration en cours, de se battre contre le maintien du régime de IBK et refuser la manipulation et la forfaiture en cours.

En conséquence, le M5-RFP lance un appel à toutes les forces patriotiques, politiques et sociales pour se concerter, rentrer en résistance et faire face pour sauver la démocratie et la République afin de réaliser le changement pour lequel des millions de Maliens se sont battus et dont certains ont consenti le sacrifice suprême.

Le M5-RFP, qui refuse de servir de faire-valoir à un régime militaire déguisé, a unanimement décidé de ne pas participer au Conseil national de transition dans le format proposé. Par conséquent le M5-RFP dénie à quiconque le droit d'y participer en son nom et met en garde les autorités de la transition contre toute manipulation visant à associer son nom à cette mascarade.

L'imam Oumarou Diarra a fait la traduction du contenu du communiqué en langue nationale Bamankan. Selon Mme Sy Kadidiatou Sow, l'objectif n'était pas seulement le départ d'IBK et de son régime mais les maliens aspirent à un changement profond. Et pour cela, rien ne saurait distraire les membres du mouvement du 5 Rassemblement des forces politiques dans leur noble lutte pour l'instauration d'une bonne gouvernance.

■ Ibrahim Sanogo et Lassina Sidibé
Stagiaire

UN GROUPE BANCAIRE PROCHE DE VOUS !

Filiales



BDU - BF
BURKINA FASO



BDU - CI
CÔTE D'IVOIRE



BDM FRANCE
FRANCE



BDU
BANCO DA UNIÃO
GUINÉE BISSAU

Siège social : Avenue Modibo Kéita / BP 94 Bamako Mali

Tél. : (+223) 20 22 20 50 / 20 22 53 36 - Fax. : (+223) 20 22 50 85/20 22 42 50

www.bdm-sa.com

VOS AMBITIONS N'ONT PAS DE LIMITE



BDM SA

Fanta la mytho : « Beaucoup de femmes veulent faire de l'humour »

Elle enchaîne les scènes, est sur un projet avec le très connu Souké des Bobodiouf et s'apprête pour un One woman show qu'elle promet inoubliable. Celle qui honnit le mensonge mais a choisi d'associer Mytho à son nom nourrit, à 21 ans des ambitions internationales.

Qu'est-ce qui vous a poussé vers l'humour ?

Ça a toujours été une passion depuis que je suis toute jeune, mais ce n'est qu'en 2019 que je me suis lancée. En première année de médecine je suivais des cours d'initiation et j'étais une spécialiste du « mal parole ». Un jour, un ami m'a fait remarquer qu'au lieu de « mal parler », je devrais m'essayer plutôt à la comédie. D'autres personnes m'avaient déjà proposé d'entrer dans le monde de l'humour. J'ai donc fait une vidéo que j'ai mise en ligne et cela a bien marché.

Pourquoi Fanta la Mytho comme nom de scène ?

Au départ, c'était un projet. Une dame m'avait remarquée alors que je jouais certains de mes sketches. Elle m'a contacté via un autre humoriste et m'a dit que son mari m'appréciait. Pour un projet qu'ils montaient ensemble, elle m'a proposé le nom de Fanta la Mytho. Nous en avons discuté et j'ai finalement accepté de l'adopter.

Comment décririez-vous votre humour ?

Ça dépend. Dans « Fanta damagani », il est centré sur le fait de mal parler et tiré de la vie de tous les jours. Les gens parlent très mal, surtout les enfants. Dans l'imaginaire populaire, on indexe souvent les Sikassoïses, mais aujourd'hui les Bamakoïses font pire. Nous avons donc fait ce spectacle pour montrer aux en-

fants qu'ils peuvent se le permettre entre eux, mais pas avec les grandes personnes. Dans ce sketch, par exemple, je parle mal à ma mère et après je suis victime d'un accident. Il y a donc toujours des messages. Il en est de même pour « Fanta la Mytho ». De nos jours, nous rencontrons énormément de mythomanes et leurs mensonges débouchent souvent sur des problèmes. Je fais un mix dans mes spectacles et je veux m'imposer au-delà de nos frontières.

Vous vous imposez dans un milieu qui compte peu de femmes. Est-ce difficile ?

On ne s'en rend pas compte, mais beaucoup de femmes veulent faire de l'humour. J'ai même des fans qui me contactent et déclarent vouloir devenir comme moi. Je leur dit : « ne soyez pas comme moi, dépassez-moi ». Toutes ces marques de considération me donnent le courage d'avancer et de faire plus. Lorsque je me lançais, mes parents étaient très réticents. Ils m'ont dit de continuer mes études, car vivre de la comédie est momentanément. Je leur ai répondu que j'aimais cela et que c'est ce que je voulais faire depuis longtemps. Je ne peux donc qu'encourager les jeunes filles qui aspirent à ce métier à se battre elles aussi.

Source: journaldumali



Visite surprise du ministre Taran aux opposants à la DPJ : Signe d'une décrispation en vue en Guinée ?

La visite surprise que le ministre de la Citoyenneté a rendue hier vendredi aux opposants en garde à vue à la direction centrale de la police judiciaire (DPJ), pourrait peut-être faire changer le cours de leurs ennuis judiciaires. C'est du moins l'espoir que l'acte suscite chez Me Alsény Aïssata, membre du collectif des avocats de la défense des mis en cause.

Pendant que l'arrestation et la garde à vue en cours des opposants Chérif Bah, Ousmane Gaoual Diallo, Abdoulaye Bah, Etienne Soropogui et Cellou Baldé sont décrites dans l'opinion comme une "chasse aux sorcières" du pouvoir Condé contre les anti-troisième mandat, le ministre de la Citoyenneté Mamadou Tran Diallo a fait un geste qui pourrait décri-

per la situation.

D'après Me Alsény, le ministre Taran Diallo a rendu visite individuellement à l'ensemble de ses clients. Il a même parlé à mon téléphone avec Cellou Baldé qu'on avait oublié parce que ce dernier était en audition dans un bureau, a-t-il confié.

« Le ministre était venu s'enquérir de leur état et de leurs conditions de détention. C'est quelque chose que j'ai vraiment apprécié », a déclaré notre interlocuteur Me Alsény Aïssata. A la question de savoir si cette démarche peut être perçue comme une volonté du gouvernement de décrisper l'atmosphère devenue délétère entre le pouvoir et son opposition, l'avocat affirme : « on peut y penser... Que tout le monde sache que c'est une affaire politico-

judiciaire. Donc la solution à cette affaire peut ne pas se trouver devant les juridictions, mais entre les politiques... C'est un ouf de soulagement. Nous saluons l'acte qu'il (le ministre Taran, ndlr) a posé. C'est un acte républicain (...) surtout en sa qualité de ministre de la Citoyenneté (...), c'est un rôle primordial pour celui qui coiffe un tel département. »

Pour rappel, des opposants, y compris un activiste de la société civile, sont arrêtés et ou recherchés pour des faits liés aux violences post-électorales, selon les autorités. Ce que conteste l'opposition qui dénonce « un montage ». Il s'agit de Chérif Bah, Ousmane Gaoual Diallo, Cellou Baldé et Abdoulaye Bah, tous responsables de l'Union des forces démocratique de Guinée (UFDG), principal parti de l'opposition, Etienne Soropogui, président du mouvement politique "Nos Valeurs Communes", membre de l'ANAD et alliée électorale de l'UFDG et de Sékou Koundouno, le Responsable stratégie du front national de la défense de la constitution (FNDC). A noter que ce dernier n'a toujours pas répondu à la convocation de la DPJ. Parce que le FNDC dont il est membre y voit de la manipulation politique de la justice.





Situation en Côte d'Ivoire : Paris s'en mêle

Le chef de la diplomatie française a demandé au président Ouattara de « prendre des initiatives » pour le retour à la paix civile et à l'union nationale.

« Il importe, pour éviter des dérives et des violences, que le président Ouattara prenne les initiatives nécessaires pour que la sérénité revienne et que l'union nationale soit au rendez-vous », a déclaré le chef de la diplomatie française, Jean-Yves Le Drian, sur les chaînes de télévision BFM et RMC. « Je sais qu'il en a l'intention, je souhaite qu'il le fasse vite », a-t-il assuré. Ainsi, après avoir observé une certaine discrétion dans le dossier ivoirien, la France fait entendre sa voix. Paris était restée

très silencieuse depuis l'annonce d'Alassane Ouattara, 78 ans, de se présenter à un troisième mandat, revenant sur son engagement initial à ne pas le faire, salué à l'époque par le président Emmanuel Macron. La France, qui a « pris note » des résultats de l'élection, a toutefois appelé cette semaine les protagonistes de la crise à mettre fin « aux provocations et aux actes d'intimidation » et demandé la reprise du dialogue politique.

Le contexte à dénouer

Où en est-on de la crise ivoirienne ? M. Alassane Ouattara a été réélu pour un troisième mandat à l'issue d'une élection, le 31 octobre, boycottée par l'opposition qui dénonce un

coup d'État constitutionnel, et dans un climat de violence. Depuis le 10 août, après l'annonce de sa candidature, 85 personnes ont été tuées et 484 blessées dans ces troubles politiques qui ont souvent dégénéré en affrontements intercommunautaires, selon des chiffres officiels.

Plusieurs leaders de l'opposition, dont l'ancien Premier ministre Pascal Affi N'Guessan, son porte-parole, ont été arrêtés, alors que d'autres étaient bloqués à leur domicile par les forces de l'ordre. Dans une tentative d'apaisement, Alassane Ouattara a rencontré mercredi à Abidjan son principal opposant, l'ex-président Henri Konan Bédié. Les deux hommes ont « brisé la glace » et ont promis de se rencontrer de nouveau pour faire baisser la tension et sortir de l'impasse.

Source : le Point

Football : En vrai expert FIFA, Magassouba explique la pression des Namibiens !



En tant qu'expert mondial de la FIFA, le sélectionneur des Aigles, Mohamed Magassouba, a expliqué la vitalité dont ont fait preuve les joueurs namibiens ce vendredi lors de la 3e journée des éliminatoires de la CAN contre le Mali.

Magassouba, malgré la victoire difficile de ses joueurs (1-0) face à la Namibie, est confiant pour la suite des éliminatoires de la CAN. L'entraîneur malien, à la fin d'un match intensif ce vendredi, a expliqué et comprend mieux que quiconque la force des namibiens.

« On savait déjà que la Namibie allait être un

très gros morceau pour nous parce que nous avons prévu que ce sont des gars en altitude... C'est ce qui fait qu'ils ont plus de vitalité que nous... Ils bénéficient d'un avantage tout à fait naturel. Mais on a pu les contenir... il faut reconnaître que notre football est basé au sol, mais avec un terrain très gras (rebondissant) comme ça, les enfants ont eu toutes les peines du monde pour pouvoir s'exprimer correctement, comme on le voulait.

Un message très fort de Magassouba en vue du match retour

« Il fallait d'abord gagner ce match là

puisqu'ils descendent ici, c'est très difficile pour nous (comme ça sera le cas chez eux, ndr). Mais nous savons déjà la mesure à prendre pour pouvoir contrer cette équipe. Là-bas, ils ont le gazon synthétique et le terrain est plat pour nous. Je vous assure qu'ils vont être surpris parce qu'on va développer un football qui nous permettra de ramener ce qui nous est essentiel (les trois points).

Alassane Sangho
Source : Malivox

**WESTERN
UNION**

WU

MONEY TRANSFER



Bélier (21 mars - 19 avril)

Si une certaine pression pesait sur vos épaules ces derniers temps, tout se calme et tout redevient beaucoup plus positif ! On peut dire qu'aujourd'hui c'est une belle journée sur le plan professionnel. On vous propose un changement de direction.

Ouf ! Vous pouvez souffler, vous attaquez le dernier jour du mois en vous félicitant, car vos finances ne sont pas dangereusement dans le rouge. Vous avez lutté pour ne pas tomber dans les dépenses compulsives, vous êtes fier de vous.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Ami Taureau, si vous utilisez les mathématiques, ou des connaissances scientifiques dans votre métier, vous allez décrocher le jackpot aujourd'hui ! En effet, l'amas planétaire Lune-Mercure-Vénus va dérouler le tapis rouge à votre carrière...

Dans votre signe, Mercure vous fera cocher toutes les cases qui vous conduiront à la bonne santé financière... Aujourd'hui, ami Taureau, vous ne plaisanerez pas du tout avec l'argent ! Pour autant, vous n'en ferez pas non plus une obsession... Ouf !



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Par contre c'est dans ce domaine que vous pourrez donner libre cours à votre créativité débordante. Des idées géniales vont venir à votre conscience et vous pourrez ainsi canaliser votre énergie en exprimant positivement ce qui sort de vos profondeurs intérieures.

Le noeud nord en Cancer vous parle d'acceptation de soi et de vos richesses. Il peut s'agir aussi de vos richesses intérieures. Vous devez faire un travail de nettoyage intérieur des vieilles mémoires obsolètes. Reprenez le pouvoir sur votre vie.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Vous passerez à l'action après avoir évalué la situation. Votre force reposera sur une alliance de tact et d'aplomb. Vous alternerez des phases de travail en équipe avec d'autres en solo, un équilibre indispensable à vos yeux pour faire du bon boulot.

Vous ferez preuve d'une incroyable intuition à laquelle s'ajoutera un instinct infaillible pour réaliser de bonnes affaires. Dans l'instant, vous capterez si le projet est fiable et quel profit vous pourrez en tirer. Vous userez de la chance sans en abuser.



Lion (22 juillet - 23 août)

Votre meilleur atout reste avant tout votre disponibilité. Votre organisation permet à vos activités de s'épanouir, votre évolution professionnelle se fait dans des conditions favorables. Rien à redire, à part, continuez les efforts !

Les planètes annoncent de bons retours sur investissement, votre argent fait des petits, vous n'aurez plus qu'à compter les retombées d'ici quelque temps. La bonne nouvelle vous enchante, dans votre tête vous commencez à vous faire des plans.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Aider les collègues qui éprouvent des difficultés, la réponse est oui ! Faire leur travail, la réponse est non ! Chez vous, ami Vierge, la bonté commence avec le b de bonté et non avec le b de bêtise... Que ce soit bien clair entre vous et eux ! C'est par l'action énergique que vous allez vous occuper de vos affaires. Vous allez pourvoir vous-même à vos nécessités financières. Grâce à l'intervention de Vénus, vous allez affirmer votre esprit d'entreprise et garder la mainmise sur vos possessions...



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Si vous avez un travail créatif ou artistique, ce sera une très bonne journée pour vous car l'imagination voisinera avec les bonnes intuitions. Vos idées seront sans aucune limite. Vous aurez un feeling certain et très prononcé pour l'esthétique de très bon goût.

De l'argent caché pourrait vous apparaître au grand jour et vous créer une assez bonne surprise. Vous n'avez jamais soupçonné que de telles situations puissent vous arriver. Vous n'en revenez pas. Quelle chance vous avez !



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Il vous restera encore quelques tracasseries à régler, qui causeront un léger retard dans vos activités, mais qu'à cela ne tienne : vous aurez de l'énergie à revendre et une détermination à toute épreuve. Une fois terminées, vous aurez le champ libre.

Ce sera par votre savoir-faire que vous récolterez des euros, tant en négociant qu'en recourant au système D. Par ailleurs, Mercure dans votre signe récompensera les actions que vous aurez menées par le passé. Vous serez gratifié grâce à vos mérites.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Vous n'hésitez pas à exprimer vos attentes, votre hiérarchie vous écoute attentivement, c'est un point très positif, cela veut dire que vos demandes sont prises en considération. Vous êtes un élément fort pour votre entreprise, c'est valorisant.

Vous ne vous laissez pas prendre au dépourvu. Aujourd'hui, vous regorgez de bonnes idées, si votre situation financière reste encore sous surveillance, vous n'hésitez pas à dépenser un peu d'argent si vous en avez envie, mais vous restez prévoyant.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Vous aurez du mal à croire en vos chances. En fait, vous ne cesserez pas de penser à l'évolution de votre carrière... Vous avez un talon d'Achille dans votre activité professionnelle : le manque de polyvalence ! Vous ne ferez rien pour que cela change...

Si l'argent était un carburant, vous seriez en panne sèche ! Votre esprit ne sera pas très alerte. Du coup, vous ne serez pas en mesure de faire preuve de savants calculs financiers, notamment ceux qui vous permettraient de faire des économies...



Verseau (20 janvier - 19 février)

La Lune noire en maison 2, vous oblige à revoir en profondeur les bases de vos revenus. De profonds changements sont à prévoir. Il faut repartir sur des bases plus saines mieux adaptées à la situation actuelle.

Vos revenus étant tributaires de votre métier. C'est par là qu'il faut commencer à réformer. Si vous ne faites pas les changements nécessaires, le destin va vous envoyer des situations qui vont vous forcer à le faire.



Poisson (19 février - 21 mars)

Vos mises au point feront leur effet, d'autant plus que vous ne serez pas coutumier du fait. On vous regardera différemment et vos adversaires comprendront qu'ils devront composer avec vous au lieu de vous glisser des peaux de bananes sous les pieds.

Votre intuition ne vous aura pas trompé et ce sera triomphant que vous annoncerez cette bonne nouvelle pécuniaire à vos proches. Ils auront peut-être encore des doutes sur votre succès financier, mais s'inclineront, admiratifs, devant cette évidence.



SAER GROUP C'EST:

**+ de 400
collaborateurs**

aux nationalités multiples, répartis au sein de
26 sociétés, qui oeuvrent tous au rayonnement
de la marque SAER.

SAER GROUP